

Postface

Dusan Sidjanski

Avec Denis de Rougemont, les moments les plus précieux étaient notre dialogue après le travail quotidien. Dans le silence de la Villa Moynier, siège du Centre européen de la Culture qu'il dirigeait, nous nous installions dans son bureau pour faire un tour des questions européennes, des projets de publications, et surtout des critiques de l'État-nation. Denis l'accusait de tous les maux et surtout d'être responsable des guerres. Son idée de l'Europe des régions était appelée à affaiblir les coupables du pire. Quant à moi, mon argument consistait à rappeler tout de même le rôle de l'État dans les domaines souverains, à savoir les affaires extérieures, la défense, ainsi que comme garant de la démocratie et du développement, notamment. Enfin, j'avais à cœur d'insister sur le principe fédéraliste qui consiste à construire des unions en s'appuyant sur les institutions et les traditions. Ce débat a abouti à un compromis : dépasser les États-nations par le bas en s'appuyant sur les régions, et par le haut sur l'Union de l'Europe.

Les résultats des enquêtes menées par François Saint-Ouen, assisté de Thomas Boltshauser, Antoine Torelli et Giangiacomo Vale, sont analysés dans cette publication de manière remarquable. Il n'en reste pas moins que seuls les gouvernements des États membres disposent des pouvoirs souverains à l'exercice desquels peuvent contribuer les régions, tout en étant démunies ! Ce fait met en lumière les insuffisances et les limites de la capacité d'action politique d'un Sénat des Régions.

Cependant, cette nouvelle institution devrait s'inscrire dans le développement et le renforcement du Comité des Régions. En effet, à la différence du Comité économique et social européen qui est composé de représentants de ces domaines et de la société civile, le Comité des Régions est plus politique du fait qu'il est composé de membres élus. Par conséquent, il offre une bonne base pour un épanouissement. Encore faudrait-il attendre que l'UE s'engage sur la voie politique !

Un deuxième argument souvent évoqué par Denis de Rougemont : rapprocher les citoyens des institutions et accroître leur participation à la prise de décisions. De surcroît, cette évolution présuppose plus de transparence. Une des conséquences probables serait le réveil de la conscience civique européenne. C'est

l'espoir que nous partageons, la mobilisation des citoyens et leur engagement pour la paix !

Voilà qui est d'autant plus essentiel aujourd'hui que le niveau de réarmement est en pleine croissance dans le monde. À quoi serviront donc ces armes menaçantes et, on l'oublie trop souvent, si polluantes ? D'où la priorité vitale de créer en Europe une Union politique. C'est à cette fin que nous proposons au sein de l'UE la mise en place urgente d'un noyau politique, démocratique, capable de réaliser, en entraînant peu à peu d'autres États membres, une Europe politique.

Au nom du Centre de compétences, je lance un appel aux peuples européens à se mobiliser en faveur de la paix, une finalité majeure de notre Europe face aux menaces d'une guerre mondiale !